



Aïssatou prend la parole lors d'un événement national de plaidoyer à Yaoundé.

PLAN POUR LES FILLES, ÉTUDE DE CAS : CAMEROUN

Plaider pour le changement : les fiches de pointage citoyennes au service des droits des adolescent(e)s

Comment Aïssatou a trouvé le courage de dialoguer avec les autorités et de plaider pour l'amélioration des services publics.

Lorsqu'on lui demande de décrire sa personnalité, Aïssatou, 22 ans, répond simplement : « Souriante. Têtue. » Deux mots qui en disent long. Ayant grandi avec 19 frères et sœurs dans la région de Bénoué, au nord du Cameroun, elle a très tôt appris à coopérer... mais aussi à s'affirmer.

Ce mélange de qualités a fait d'elle un atout précieux pour l'initiative des fiches de pointage des jeunes citoyens, lancée en 2021 dans le cadre du projet Plan

pour les filles (P4G). Cette approche participative permet aux communautés d'identifier leurs enjeux les plus pressants et de collaborer à la mise en œuvre de solutions concrètes.

En tant que membre du Comité consultatif des filles de P4G – un organe chargé d'orienter les priorités du projet – Aïssatou a perfectionné ses compétences en leadership. Elle était impatiente de les mettre en pratique de manière tangible et innovante.

Les fiches de pointage des jeunes citoyens ont une méthode participative de suivi et d'évaluation, au cours de laquelle les membres des communautés se réunissent lors de plusieurs séances pour évaluer la qualité des services publics (écoles, hôpitaux, approvisionnement en eau, etc.), identifier les domaines à améliorer et transmettre leurs commentaires directement aux autorités locales. Bien que ce processus soit généralement encadré par des experts en recherche communautaire, l'approche adoptée par le projet Plan pour les filles (P4G) se distingue : les fiches de pointage ont été entièrement dirigées par des jeunes. Mise en œuvre dans 12 des 60 villages ciblés par le projet au Cameroun, cette initiative visait à encourager l'engagement actif des adolescent.e.s dans les décisions qui les concernent directement¹.

Aïssatou a rejoint une équipe de jeunes bénévoles chargée de mobiliser des adultes de confiance pour participer à l'initiative. Elle a approché des parents et des figures respectées de la communauté, leur expliquant la mission du groupe : « C'est à nous de plaider pour que les décideurs agissent. Nous allons faire en sorte que nos besoins soient satisfaits. »

Dans la commune de Ngong, l'initiative des fiches de pointage des jeunes citoyens a été mise en œuvre par le partenaire local de Plan International², Femmes Porteuses d'Espoir (FEPES), sous la coordination du responsable de projet, Dr Philippe Ayanawa, qui a joué un rôle central. Bien qu'il dispose d'une solide expérience en suivi et évaluation participatifs, l'approche dirigée par les jeunes était nouvelle pour lui. « Au sein de FEPES, nous étions enthousiastes, mais aussi curieux, » confie-t-il. « On se demandait si des enfants pouvaient véritablement diriger le processus et obtenir des résultats significatifs. »

Dans les semaines précédant la séance d'évaluation, le Dr Ayanawa et son équipe ont formé 25 jeunes leaders afin de les familiariser avec les principales



HAUT : Une jeune leader anime un atelier de fiches de pointage des jeunes citoyens à Ngong, au Cameroun.

BAS : Les résidents et les chefs du village se réunissent pour un atelier d'évaluation communautaire.

étapes de la méthodologie. Parmi eux, trois jeunes femmes particulièrement prometteuses – dont Aïssatou – ont été sélectionnées pour animer la première session. Les autres jeunes y participeraient en tant qu'observateurs actifs, avec pour objectif d'animer à leur tour les séances suivantes.

Cerner les défis, trouver des solutions

Le 21 décembre 2022, l'école primaire du village d'Aïssatou, habituellement calme pendant les vacances, était en pleine effervescence. Ce jour-là, 20 filles, 19 garçons,³ 25 adultes et 10 prestataires de services se sont réunis pour une séance d'évaluation participative. Répartis en quatre groupes de discussion dans des salles de classe distinctes, les participants ont échangé sur les enjeux prioritaires de leur communauté.

-
- 1 L'initiative des feuilles de pointage des jeunes citoyens a également été mise en œuvre au Bénin, dans 12 des 60 villages du projet P4G. Le projet a sélectionné les communautés disposant de services d'éducation, de santé et de protection pouvant être évalués. Le village d'Aïssatou a été choisi pour ses écoles primaires et secondaires, son hôpital et sa chefferie traditionnelle.
 - 2 Dans la commune de Lagdo, l'initiative des fiches de pointage des jeunes citoyens a été mise en œuvre par l'Union des Organismes d'Appui au Développement Durable (UNOADD), le partenaire local de Plan dans la région.
 - 3 Les jeunes avaient entre 10 et 24 ans.

Aïssatou a été invitée à animer le groupe des prestataires de services – une tâche ardue, compte tenu de la composition du groupe. Parmi les participants figuraient les directeurs des écoles primaires et secondaires du village, le responsable du centre social, le responsable du centre de santé, le chef du village ainsi que plusieurs chefs traditionnels.

Devant la classe, marqueur à la main, Aïssatou était prête à consigner les points clés de la discussion. Mais même avec son expérience dans l'animation d'ateliers entre pairs, cette tâche était intimidante.

J'avais peur de faire des fautes d'orthographe devant toutes ces figures d'autorité », se souvient-elle. Étonnamment, c'est la personne la plus haut placée dans la salle qui a su la mettre à l'aise.

« Je ne savais pas que c'était la mairesse adjointe avant qu'elle ne soit présentée. »

Puis elle ajoute, avec un sourire : « Je me suis dit : "C'est une femme, comme moi !" Et là, je me suis sentie réellement libre. »

Plusieurs enjeux prioritaires ont été soulevés au cours de cet atelier de quatre jours, notamment le manque d'ambulances dans le village, la pénurie de salles de classe et l'absence généralisée de certificats de naissance. Le dernier jour, les participants ont identifié les principaux acteurs ayant le pouvoir d'agir sur ces problèmes et ont élaboré un plan d'action pour plaider en faveur de l'amélioration des services.

Aïssatou connaissait bien les difficultés liées à l'enregistrement des naissances – elle-même n'avait obtenu son certificat que récemment.



Les membres de la communauté participent à un atelier relatif aux fiches de pointage des jeunes citoyens.

des énormes de résultats ①	Généralement vrai 😊	Parfois vrai 😐	Jamais vrai 😞	Même de part et d'autre ?
Ex: Le CSI de Lanou dispose suffisamment des plateaux techniques pour une meilleur prise en charge des jeunes. Je suis entre mes mains un PT	00	18	50	18
Ex: Le CSI de Lanou dispose suffisamment des personnes pour un meilleur soin de qualité. 	06	12	50	18

Tableau des évaluations des services de santé locaux par les résidents

Au Cameroun, un certificat de naissance est délivré gratuitement dans les 90 jours suivant la naissance d'un enfant. Pourtant, de nombreuses familles dépassent ce délai, souvent par manque d'information ou parce qu'elles vivent trop loin des centres d'enregistrement. Passé ce délai, elles doivent entamer une procédure judiciaire coûteuse et intimidante – un obstacle que peu peuvent surmonter. Sans certificat de naissance, les enfants risquent d'être exclus de services essentiels. En moyenne, 28 % des élèves camerounais ne peuvent pas passer leurs examens de fin de primaire ni accéder au secondaire, faute de justificatif d'identité.⁴

« Ils doivent arrêter leurs études lorsqu'ils découvrent qu'ils n'ont pas de certificat de naissance, ou que celui qu'ils ont est faux », explique Aïssatou, qui en a elle-même fait l'expérience.

Pour obtenir un certificat valide, elle a dû se rendre à plusieurs reprises à l'hôpital, à l'hôtel de ville et au palais de justice de Garoua, la capitale régionale située à 90 kilomètres de chez elle. Elle y a finalement dû plaider sa cause devant un juge. Ce fut un processus long et éprouvant – mais aussi révélateur. Il lui a permis de comprendre en profondeur le fonctionnement du système.

Aujourd'hui, forte de cette expérience, Aïssatou est déterminée à simplifier ce parcours pour les autres.

4 <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099080524210018449/pdf/P5050301f42c2f001a239143923a898693.pdf>

Mieux comprendre pour mieux orienter

Le plan d'action issu de l'atelier portant sur la question des certificats de naissance reposait sur deux axes principaux : sensibiliser les parents à l'importance de l'enregistrement des naissances, et encourager la mairie à rapprocher les services d'enregistrement des villages.

Déterminée à faire avancer les choses, Aïssatou est allée rencontrer directement le maire pour demander conseil. À sa grande surprise, il l'a accueillie chaleureusement et l'a écouté avec attention. Il lui a expliqué le fonctionnement du système, les obstacles administratifs, ainsi que les pratiques corrompues – comme les faux certificats – qui nuisent à son efficacité.

« Il m'a guidée, étape par étape. Jamais je n'aurais imaginé pouvoir m'adresser à une figure d'autorité. Aujourd'hui, je sais que j'en suis capable. »

– AÏSSATOU, 22 ANS

En mars 2024, Aïssatou a pris la parole lors d'un événement national de plaidoyer à Yaoundé, organisé par Plan Cameroun pour permettre aux jeunes de présenter leurs priorités aux sénateurs du nord du pays. Elle y a évoqué le problème des certificats de naissance, plaidant pour la décentralisation du processus d'enregistrement et pour un financement destiné à fournir 12 000 certificats aux enfants ayant dû interrompre leur scolarité faute de documents officiels.



Les parents affichent les certificats de naissance de leurs enfants, qu'ils ont récemment reçus avec le soutien d'Aïssatou.

Les sénateurs ont salué ses propositions et reconnu qu'un plaidoyer soutenu serait nécessaire pour faire évoluer durablement la situation.

Aujourd'hui, Aïssatou poursuit son engagement avec détermination. Elle organise des séances de sensibilisation dans les écoles, les cliniques prénatales et les centres de santé, et se rend directement auprès des familles de sa communauté pour s'assurer qu'elles disposent des informations nécessaires. Elle est également devenue une porte-parole informelle pour ces familles, plaidant en leur nom auprès du maire et des autorités locales afin de faciliter l'obtention des certificats de naissance.

L'initiative des fiches de pointage des jeunes citoyens a été une source d'apprentissage autant pour les jeunes que pour les adultes qui les accompagnaient. Pour le Dr Philippe Ayanawa, cette expérience a mis en lumière la valeur des approches ancrées dans les réalités locales.

« Le succès de cette démarche montre la force de l'approche du projet Plan pour les filles, qui s'appuie sur les priorités exprimées par les jeunes eux-mêmes », explique-t-il. « Ils ont pris conscience de leur capacité à agir – et compris qu'ils sont parfois les mieux placés pour impulser le changement. »

Nous sommes profondément reconnaissants à **Affaires mondiales Canada** pour son soutien indéfectible au projet Plan pour les filles au Bénin et au Cameroun. Grâce à ce partenariat, nous accompagnons les filles et les jeunes femmes dans la réalisation de leurs rêves, en leur donnant les moyens de les concrétiser.

Plan International Canada
245, av. Eglinton Est
Bureau 300
Toronto (Ontario) M4P 0B3
plancanada.ca



Agréé
IMAGINE
CANADA

Numéro d'enregistrement de l'organisme de bienfaisance de l'ARC : 11892 8993 RR0001

© 2025 Plan International Canada Inc. Le nom, les marques commerciales et les logos associés de Plan International Canada appartiennent à Plan International, Inc.

Standards Program Trustmark est une marque d'Imagine Canada utilisée sous licence par Plan International Canada.